



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

**LES TRACES DU RÉFÉRENDUM DU 29 MAI 2005
DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2007**

Bruno CAUTRÈS et Sylvie STRUDEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les traces du référendum du 29 mai 2005 dans la campagne présidentielle de 2007

Bruno CAUTRÈS et Sylvie STRUDEL

L'Union européenne sert de bouc émissaire mais aussi de miroir à nombre de problèmes politiques internes. L'Europe, « invisible mais omniprésente »¹ dans le précédent scrutin de 2002, va-t-elle jouer un rôle dans la campagne présidentielle et la formation de la décision électorale des citoyens en 2007 ? On pourrait le penser car un « acte lourd » a été posé le 29 mai 2005, lors du vote négatif de la France à l'occasion du référendum portant ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe. « Acte lourd » de par ses significations² mais aussi de par ses conséquences tant françaises qu'europeennes.

Dès lors, quelles vont être les « traces » du référendum de 2005 dans le scrutin de 2007, dont le premier tour est fixé au 22 avril, soit juste un mois après la date du 50^{ème} anniversaire de la signature du traité de Rome (25 mars 1957) ? C'est une question d'ampleur, car l'enjeu européen « travaille », depuis le référendum de ratification du traité de Maastricht en 1992, les équilibres sociaux, politiques et partisans français. C'est aussi une question d'avenir immédiat puisque le (ou la) prochain(e) chef de l'exécutif français assurera également de juillet à décembre 2008 la présidence du Conseil de l'UE. L'enjeu de ce double rôle s'est imposé tardivement dans la campagne et a été inscrit à l'agenda français de l'extérieur, par les déclarations de la Chancelière allemande Angela Merkel, invitant les candidats à l'élection présidentielle à préciser leurs positions sur le sort futur du texte constitutionnel³.

Contrairement aux pronostics de certains qui croyaient pouvoir construire une victoire en 2007 par la transformation de la victoire du « Non » en majorité présidentielle, on ne constate actuellement aucune capitalisation positive des tenants du « plan B ». Contrairement à ceux qui voulaient voir dans les résultats du référendum un avatar national, l'Europe est confirmée comme question qui fâche et qui divise. Contrairement à ceux qui présentaient la victoire du « Non » comme la victoire d'un camp politique contre un autre, l'Europe continue de faire sentir ses effets centrifuges à l'intérieur même des ceux-ci. Mais conformément à ce qui a été analysé, le pessimisme économique et social fortement ancré dans l'opinion française et alourdi d'un climat de défiance envers les élites politiques semble bien un fil rouge que l'on peut tirer du 29 mai 2005 au 22 avril 2007 pour rendre compte des fragilités françaises. Dans ce texte, il s'agira autant de montrer les « traces » que de comprendre pourquoi on cherche à cacher les plaies, à défaut de les panser.

I – L'EUROPE DU « OUI » ET DU « NON » ET LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES EN 2007

Trois ans avant le référendum et à partir des données électorales de la présidentielle de 2002, Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth avaient mis en lumière la force d'un nouveau clivage à l'œuvre dans l'espace politique français, opposant universalistes et anti-universalistes, clivage construit en fonction de l'attitude à l'égard de l'intégration européenne⁴. Dans les résultats de la 4^{ème} vague du BPF, on observe que la question européenne (mesurée ici en fonction du choix référendaire) continue de brouiller les repères les plus traditionnels de la vie politique française (cf. tableau 1).

¹ Belot (Céline) et Cautrès (Bruno), « L'Europe, invisible mais omniprésente », Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 119-141.

² Perrineau (Pascal), « Introduction. Quelques idées fausses ou vérités partielles sur les résultats du référendum du 29 mai 2005 », Laurent (Annie) et Sauger (Nicolas) (dir.), *Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen : Comprendre le « Non » français*, Les Cahiers du CEVIPOF, 42, juillet 2005, p. 2-6.

³ Cf. le discours d'Angela Merkel, assurant la présidence du Conseil et ouvrant les débats de la session plénière du Parlement européen le 17 janvier 2007 à Strasbourg : www.eu2007.de

⁴ Grunberg (Gérard) et Schweisguth (Etienne), « La tripartition de l'espace politique », Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 341-362.

Tableau 1. La position sur l'échelle gauche-droite en 2007 et le vote au référendum 2005 (% exprimés en lignes)

Auto-position gauche droite	Oui	Non	Total
Très à gauche	13	87	100
A gauche	41	59	100
Au centre	59	41	100
A droite	56	44	100
Très à droite	13	87	100
Ni à gauche ni à droite	40	60	100
Total	45	55	100

Source : BPF, vague 4

Au-delà de la dissymétrie connue entre un « Oui » du centre et de la droite et un « Non » de la gauche, il nous semble intéressant ici d'insister *a contrario* sur leur proximité relative autour des valeurs de la moyenne. Seuls ceux qui se déclarent très à gauche et très à droite offrent une structure de vote, qui témoigne de l'homogénéité de leurs choix (dans les deux cas, 87% de « Non »). Autrement dit, en partageant les électeurs au lieu de les départager, le « Oui » et le « Non » rendent les contours de la gauche, du centre, de la droite et aussi des « ninistes » poreux. Il conviendra donc d'explorer les écarts (ou du moins les particularités) entre « Oui » de droite et « Non » de droite, entre « Oui » de gauche et « Non » de gauche pour mieux comprendre les reclassements actuels et la contribution de l'Europe à la perte de lisibilité de l'espace idéologique français.

II – L'EUROPE DU « OUI » ET DU « NON » ET LE SYSTÈME PARTISAN FRANÇAIS

Brouillant les repères idéologiques français, la question européenne se révèle également délétère sur les clivages partisans traditionnels. Or le scrutin du 29 mai 2005, bien plus que les élections des députés au Parlement européen et au moins autant que le référendum de ratification du traité de Maastricht, a ébranlé le système partisan et la cohésion interne des partis. On peut même considérer qu'il l'a déstructuré durablement.

1/ Un espace partisan durablement fragmenté

Le « Oui » et le « Non » traverse tous les partis même si une double logique se met en place : elle oppose d'une part les extrêmes et les modérés et d'autre part un « Oui » de droite majoritaire contre un « Non » de gauche majoritaire chez ces mêmes modérés⁵ (cf. graphique 1). Mais ici encore, ce qui nous semble pertinent pour la compréhension de la situation actuelle, c'est l'absence d'homogénéité intra-partisane. Même les électeurs qui se déclarent proches d'un parti très européen comme l'UDF ont partagé leur vote : 62% pour le « Oui » contre 38% pour le « Non ». De manière un peu surprenante, les partisans de l'UMP, pourtant réputés plus velléitaires quant à leur volontarisme européen, ont des votes qui sont répartis de manière identique à ceux des centristes (62%-38%)⁶. Aussi 19% des interviewés proches du Front national ont choisi un vote plutôt en contradiction avec l'Europe des Nations. ..

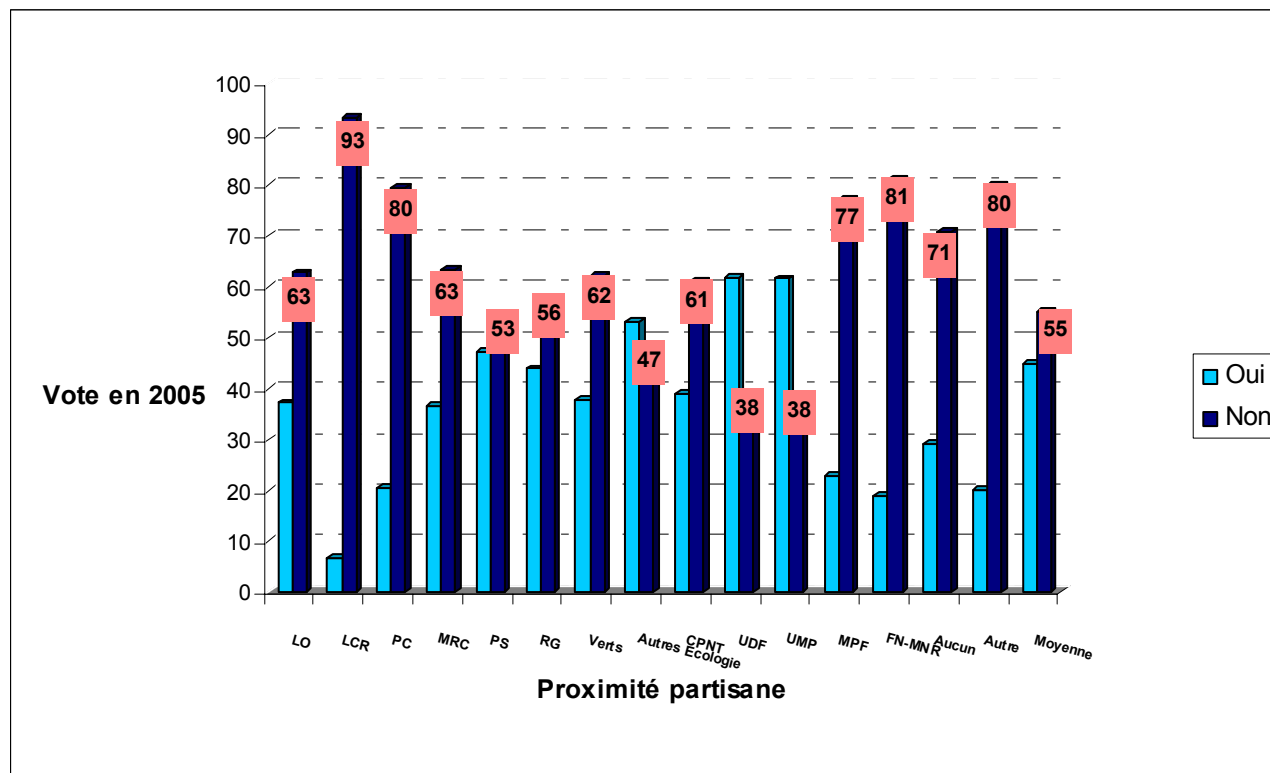
L'écart le plus réduit entre les tenants du « Oui » ou du « Non » (6 points) s'observe chez ceux qui se déclarent proches du Parti socialiste. Autrement dit, l'UMP (24 points d'écart entre le « Oui » et le « Non ») s'en sort mieux que le PS, divisé approximativement par moitié.

Si, comme l'ont montré Mark Franklin et d'autres auteurs, l'identification partisane est explicative du vote individuel lors des référendums européens et ce grâce au rôle exercé par la discipline partisane (via les consignes de vote), encore faut-il que la cohésion partisane « résiste » au questionnement du référendum. Or dans ce cas précis, la plaie de 2005 n'est pas refermée en 2007 et peut même contribuer à expliquer le dispositif de sélection des candidatures au PS pour l'élection présidentielle.

⁵ Brouard (Sylvain) et Sauter (Nicolas), « Comprendre la victoire du « Non » : proximité partisane, conjoncture et attitude à l'égard de l'Europe », Laurent (Annie) et Sauter (Nicolas) (dir.), *op. cit.*, p. 126 et suiv.

⁶ Sauf si on considère qu'ici compte moins la question que le questionneur.

Graphique 1. Le vote au référendum de 2005 en fonction de la proximité partisane en 2007 (% en ligne).



Source : BPF, vague 4. Certains chiffres sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs. Source : BPF, vague 4. Certains chiffres sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs. Les chiffres indiqués sont les % de vote « Non ».

2/ Des cohésions partisans bousculées

Que la question européenne soit source de factionnalisme au sein du Parti socialiste n'est pas une nouveauté : la création du Mouvement des Citoyens par Jean-Pierre Chevènement avait concrétisé sa défection et son opposition à l'attitude du PS sur le traité de Maastricht. En 2005, le Parti socialiste a été mis en porte à faux entre le vote interne de soutien au traité des adhérents (1^{er} décembre 2004) et la campagne de déni menée *a posteriori* par certains de ses représentants. Deux légitimités majoritaires se sont affrontées, le «Oui» des adhérents *versus* le «Non» des électeurs, faisant durement perdre au parti ce qui lui restait d'autorité politique⁷.

Le solde de tout compte ne trouve-t-il pas son issue dans une lecture possible, à la fois du processus retenu de désignation du candidat du Parti socialiste pour l'élection présidentielle et du résultat de ce processus ? En introduisant dans ses statuts, lors du Congrès de Dijon de 2003, l'article 6.11 relatif à la « Consultation directe des adhérents »⁸, le Parti socialiste a non seulement préparé le cadre d'une consultation sur l'Europe mais engagé plus généralement l'identité même du parti -historiquement réfractaire aux procédures de démocratie directe- dans une nouvelle voie, en créant un précédent. Tout était donc en place pour la primaire de novembre 2006, après la déclaration de clôture du congrès de Dijon le 18 mai 2003 par François Hollande : « Nous devons donc, et j'en porte moi-même la responsabilité, être un exemple de démocratie participative... »⁹.

La deuxième vague du BPF a interrogé les interviewés sur leur proximité avec des personnalités politiques, avant que n'ait eu lieu le vote interne des adhérents en faveur de Ségolène Royal. Si on croise les proximités affichées mi-septembre 2006 avec le vote déclaré au référendum, on observe trois phénomènes :

- Ceux qui se disent proches de François Hollande ont une structure de vote (48% pour le «Oui» contre 52% pour le «Non») à front renversé par rapport aux résultats du scrutin chez les socialistes en décembre 2004 (58% de «Oui» contre 42% de «Non»), donc entérinent la division et sonnent un nouveau désaveu de la direction.
- Ceux qui se disent proches de Laurent Fabius et de Dominique Strauss-Kahn répliquent les prises de position de chacun (respectivement 17%-83% et 65%-35%), donc sélectionner le héraut du «Oui» ou du «Non» aurait consisté à afficher et aggraver la division.

⁷ Et faisant oublier par là même les bénéfices de la séquence électorale victorieuse de 2004 (cantonales, régionales et européennes)

⁸ Pour lequel ont vigoureusement milité les factions minoritaires.

⁹ Cf. www.parti-socialiste.fr

- Ceux qui se disent proches de Ségolène Royal reproduisent quasiment la structure des résultats du scrutin dans l'électorat (43%-57%), donc à défaut d'être effacées les divisions internes sont diluées dans celles du « peuple souverain ».

Au final, la vulnérabilité de la cohésion interne réactive le traumatisme du congrès de Tours, où gauche démocratique et « forces révolutionnaires » s'étaient séparées et contribue (parmi bien d'autres facteurs) à imposer une candidature se distançant d'une logique oligarchique.

La gauche de la gauche, depuis la coalition protestataire de 2005, s'est révélée impuissante à convertir en programme son discours oppositionnel : Philippe Raynaud a montré l'hétérogénéité profonde entre ces courants à la fois dans leurs relations historiques, leurs types d'organisation, leurs idéologies¹⁰. La division d'aujourd'hui est « la trace » de l'unité opportuniste d'hier.

Les enjeux européens se font pas que diviser les partis, ils font système avec un pessimisme économique et social qui tarade l'électorat français.

III – L'EUROPE DU « OUI » ET DU « NON » ET LE PESSIMISME

Le pessimisme économique et social ainsi que la défiance politique dont nous mesurons l'ampleur depuis la première vague du BPF sont étroitement liés au vote de 2005. Pris globalement, le vote «Non» semble en effet particulièrement marqué chez les électeurs les plus inquiets. Dans les données de la vague 4 du BPF, on constate ainsi que 76% de ceux qui considèrent que « le chômage a beaucoup augmenté au cours des derniers mois en France » déclarent avoir voté «Non». Le vote «Non» atteint également :

- 72% parmi ceux qui se déclarent « très pessimistes » sur la situation économique de la France dans les six prochains mois,
- 67% parmi ceux qui estiment avoir « beaucoup de risques » de se retrouver au chômage dans un proche avenir ou qui déclarent s'en sortir « très difficilement » avec les revenus de leur foyer,
- 66% parmi ceux qui pensent que leurs enfants vivront « beaucoup moins bien » qu'eux dans la société française de demain,
- 65% parmi ceux qui sont « très inquiets » sur l'avenir de leur retraite.

Le prisme «noniste» du sentiment de pessimisme que le BPF enregistre depuis le début est confirmé par les données de la vague 1 : 63% de ceux qui considèrent alors que la France est en déclin ont voté «Non». On se rappelle que dans leurs analyses de ces données de la vague 1, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré avaient mis en lumière les liens entre sentiment de déclin de la France, pessimisme socio-économique et défiance politique. Ils montraient alors que deux types de « déclinisme » existaient dans l'électorat français : un « déclin puissance » et un « déclin valeurs ». Nos propres analyses confirment ces deux formes de sentiment conjuguées en France : parmi ceux qui déclarent que la France décline en matière de système de santé, 64% déclarent avoir voté «Non» au référendum de 2005 ; de même que 57% de ceux qui considèrent que l'influence de la France dans le monde diminue.

Ceux qui attribuent ces souffrances et déclin de la France à la mondialisation ou à l'Europe, comptent beaucoup d'électeurs du «Non» comme le montrent encore les données de la vague 1 du BPF :

- 75% parmi ceux qui déclarent que la mondialisation est « un danger pour la France »,
- 71% parmi ceux qui estiment que la France « souffre de la construction européenne »,
- 69% parmi ceux qui estiment que la France « doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » (vague 4).

De la même manière, ceux qui considèrent que l'immigration a une influence sur leur situation personnelle (vague 3 du BPF), comptent 66% de «nonistes».

Les données du BPF montrent enfin des liens tout aussi forts entre le pessimisme social et le vote «Non». Ce pessimisme social prend notamment la forme du préjugé xénophobe ou ethnocentrique. Dans les données de la vague 4 du BPF, on constate ainsi que le vote «Non» est particulièrement élevé parmi ceux qui déclarent qu'il y a « trop d'immigrés en France » (59%), ceux qui s'opposent à leur donner le droit de vote (63%), ceux qui sont d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen (67%).

Si la défiance politique caractérise également bien le vote «Non» (61% de ceux qui déclarent n'avoir confiance « ni dans la gauche, ni dans la droite »), la confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner le pays révèle une différence de fond entre les deux camps politiques : 61% de ceux qui font confiance à la gauche pour gouverner le pays déclarent avoir voté «Non», tandis que 62% de ceux qui font confiance à la droite déclarent avoir voté «Oui». Cette différence nous conduit à poser une question fondamentale : le vote «Non» est-il homogène dans son lien au syndrome de pessimisme qui touche tellement l'électorat français ? Trouve-t-on dans les données du BPF, d'importantes différences entre le «Non» de gauche et le «Non» de droite, qui expliqueraient que la victoire du «Non» n'a pas, deux ans après, complètement annulé les traditionnels alignements idéologiques ? Plus fondamentalement encore, dans quels univers d'attitudes sociales différenciées les électeurs du «Oui» et du «Non» de gauche et de droite évoluent-ils deux ans après ?

¹⁰ Raynaud (Philippe), *L'Extrême Gauche plurielle : entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, coll. «Frontières», Paris, 2006.

Nous avons choisi, pour répondre à ces questions, de regarder les effets des attitudes en matière d'ouverture de la France, de son déclin et de son avenir sur les votes «Oui» et «Non» de gauche et de droite. Le tableau 2 montre de manière particulièrement claire que le «Oui» et le «Non» de 2005 renvoient bien, qu'il soient de gauche ou de droite, à des univers d'attitudes très différents : on retrouve ici le clivage entre pessimisme et optimisme socio-économique. Mais à l'intérieur de chaque famille, celle du «Oui» et celle du «Non» quelques différences importantes apparaissent : le «Oui» de droite semble nettement plus favorable à la mondialisation, à la construction européenne, et à l'idée que la France est en progrès ; le «Non» de gauche semble en revanche, nettement plus que son homologue de droite, être inquiet en matière sociale, par exemple l'idée que la France est en déclin du point de vue de la solidarité dans la société, du système de santé. Le terme de « mondialisation » semble également encore en 2007 jouer comme un rôle de repoussoir parmi les anciens électeurs du « Non » de gauche.

Tableau 2. Le vote du 29 mai 2005 selon les attitudes vis-à-vis de la mondialisation et du « déclin » de la France (% en lignes)

	«OUI»		«NON»	
	de gauche	de droite	de gauche	de droite
La France doit...				
s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	25	35	28	12
se protéger davantage du monde d'aujourd'hui	11	16	37	36
ni l'un, ni l'autre	20	25	41	14
La mondialisation				
une chance pour la France	25	48	15	13
un danger pour la France	12	13	47	27
ni l'un, ni l'autre	25	27	30	18
La France tire profit...				
de la mondialisation	22	38	23	16
de la construction européenne	27	40	21	12
de la mobilité croissante des individus	28	37	23	12
de la mobilité croissante des travailleurs	24	40	25	11
du mélange des cultures	25	28	35	11
La France est ...				
en progrès	26	41	18	16
en déclin	15	23	39	24
ni l'un, ni l'autre	24	30	31	16
La France est en déclin du point de vue....				
De la compétitivité des entreprises	16	28	33	23
Du rayonnement culturel	19	25	36	20
Du système de santé	20	18	41	21
De l'école et de l'université	16	26	37	22
Du pouvoir d'achat	19	24	37	21
De la solidarité dans la société	20	18	42	20
De son influence dans le monde	17	28	33	22
De la recherche et de l'innovation	21	26	36	17
Moyenne	20	25	31	24

Source : BPF, vague 1

De tous ces phénomènes, quelles peuvent être aujourd'hui les conséquences électorales ? De quelle manière les «Oui» et les «Non», au-delà de ce qui les réunit, peuvent trouver dans l'offre politique de 2007 matière à exprimer, en atténué ou en amplifié, leurs différences ?

IV - L'EUROPE DU «OUI» ET DU «NON» ET LES ÉLECTORATS

L'impact électoral des choix de 2005 reste marqué comme le tableau 3 le montre. Si les électorats d'O. Besancenot, de José Bové et de M.G. Buffet, dans une moindre mesure celui d'A. Laguiller, sont essentiellement (presque exclusivement même) composés de « nonistes » de gauche, celui de Ségolène Royal se partage en deux groupes de poids égaux tandis que celui de D. Voynet penche nettement dans le camp du «Oui» de gauche. A gauche, les divisions de 2005 sont donc toujours marquées en 2007.

Tableau 3. Le vote du 29 mai 2005 selon les intentions de vote de premier tour pour l'élection présidentielle de 2007 (% en lignes)

Intentions de vote pour ...	OUI		NON	
	de gauche	de droite	de gauche	de droite
A. Laguiller	31	-	69	-
José Bové	9	4	87	-
O. Besancenot	16	-	80	4
M.G. Buffet	9	-	91	-
S. Royal	46	4	49	1
D. Voynet	61	2	37	-
F. Bayrou	16	42	15	27
N. Sarkozy	8	53	8	31
P. de Villiers	6	20	20	54
J.-M. Le Pen	3	12	10	75
Moyenne	20	25	31	24

Source : BPF, vague 4. Les intentions de vote sont ici pondérées de manière à les redresser.

La situation n'est pas exactement comparable à droite : l'électorat potentiel de N. Sarkozy est un peu plus en phase avec les positions européennes de son candidat que ne l'est celui de Ségolène Royal, une situation normale puisque le candidat de l'UMP n'a pas eu à réaliser une « synthèse » sur le sujet. Nicolas Sarkozy parvient néanmoins à capter un tiers de ses intentions de vote parmi ceux qui ont voté «Non» et sont politiquement situés à droite. Curieusement, l'électorat de F. Bayrou ne semble pas être le plus marqué par le «Oui» de droite : les intentions de vote en faveur du candidat de l'UDF se composent certes d'un bloc central de «Oui» de droite (42%), mais se répartissent dans les trois autres segments de notre typologie. Il semble s'agir d'un phénomène lié à la plus grande hétérogénéité du vote Bayrou dans les données de la vague 4 du BPF et à la progression des intentions de vote en sa faveur. Le souverainisme de P. de Villiers semble faire recette à gauche puisqu'il obtient le pourcentage le plus élevé, parmi tous les candidats de droite, d'intentions de vote d'ancien «nonistes» de gauche (20% de son électorat potentiel). Enfin, pour J.M. Le Pen l'essentiel de son soutien provient d'électeurs du «Non», une infime partie étant d'ailleurs des «nonistes» de gauche.

Au total, il semble bien que le vote de 2005 continue de faire peser tout son poids sur l'hétérogénéité de chacun des camps politiques mais en particulier à gauche : certains segments de l'électorat d'extrême gauche comme d'extrême droite sont très homogènes et encore largement composés de « nonistes » tandis que d'autres (électorats Royal et Voynet, électorat Sarkozy dans une moindre mesure) sont partagés. Signe de faiblesse ou au contraire signe d'une capacité à tout faire tenir ? La question reste ouverte. A droite, c'est la différence entre les électorats Sarkozy et Bayrou qui introduit une vraie nouveauté : si l'électorat centriste était jusqu'à présent le plus favorable à l'Europe tout en étant proche de celui de l'UMP, la progression dans l'électorat du vote Bayrou s'est faite au détriment de son homogénéité. Cela pose directement la question du socle idéologique sur lequel repose cette progression et sa signification politique.

L'Europe : une synecdoque française¹¹ ? Les peurs que suscitent les frontières élargies, le pessimisme qu'entretiennent les stratégies d'évitement, la défiance qu'entraînent les non-dits des politiques, les ambiguïtés d'une Europe française pour échapper au désenchantement d'une France comme grande puissance : parlons-nous des enjeux du référendum européen de 2005 ou de ceux du scrutin présidentiel de 2007 ? La France et l'Europe ont partie liée pour le meilleur et pour le pire : nous avons eu, en 2005, un vote sur l'Europe à partir de ses effets sur la France, nous allons avoir, en 2007, un vote sur la France avec ses conséquences sur l'Europe.

¹¹ La synecdoque est une figure de rhétorique qui consiste à prendre le plus pour le moins, la partie pour le tout ou inversement (exemple : une voile *pour* un voilier)